

Etudiants-salariés, tous ensemble on va gagner !

Plus qu'un simple slogan le lien entre étudiant-e-s et salarié-e-s est un des axes essentiels de la construction du mouvement contre le Contrat première embauche (CPE), la Loi pour l'égalité des chances (LEC) et le Contrat nouvelle embauche (CNE). Car cette lutte n'est pas seulement celle des étudiant-e-s et de l'ensemble de la jeunesse directement visée par le CPE, mais qu'elle concerne l'ensemble du monde du travail, que ce soit à travers la 'menace' du Contrat de travail unique (CTU), prévue en juin par le gouvernement, mais aussi parce que l'accentuation de la précarité que constitue le CPE est déjà contenue dans le CNE ainsi que dans tous les contrats bidons qui se ramassent à la pelle dans de plus en plus de secteurs salariés. L'enjeu est donc crucial que les travailleurs rentrent dans le mouvement, non pas en solidarité avec les jeunes, mais en tant que acteur à part entière d'une attaque d'une lutte qui les concerne directement. Ce que le mouvement étudiant contre le CPE a réussi et doit continuer à faire, c'est de renverser le rapport de force idéologique en faveur de notre camps social en recréant la confiance et l'espoir qu'un mouvement pouvait gagner contre ce gouvernement, pourvu qu'il soit fort et déterminé.

L'importance et l'impact de cette interaction entre un secteur étudiant, en moteur de la lutte d'ensemble, et le reste du monde ouvrier c'était déjà vue lors du grand mouvement de mai 1968. Car en 1968, sous les pavés du Quartier latin, ce n'était pas la plage, mais la grève générale qui se profilait. C'est en réponse à la répression violente des manifestants étudiants venus demander la réouverture de la Sorbonne et reçus à coup de lacrimos et de matraquage lors de la nuit des barricades du 10 au 11 mai 1968, que la CGT appelle une journée de grève générale du 13 mai. Il s'agissait pour les directions syndicales de répondre à la pression de leurs bases, déjà pas mal secouée par l'agitation étudiante depuis le 22 mars, à travers cette (seule) journée de grève générale qui, pensaient-ils, suffirait à canaliser

le mécontentement. Loin de suffire à calmer les ardeurs des travailleurs, le 13 mai a en fait été le tournant du mouvement, transformant ce qui n'était encore qu'une simple révolte étudiante en le plus grand mouvement de grève générale de l'histoire (en attendant le nôtre...). La grève générale fut véritablement lancée par la base, le mardi 14 mai au lendemain de la grève de soutien aux étudiants du 13 mai, quand un groupe de travailleurs de l'usine de Sud aviation, à Nantes refusèrent de reprendre le travail après le débrayage hebdomadaire de quinze minutes qu'ils observaient depuis quelques semaines. Cette nuit-là 2000 travailleurs se barricadèrent dans l'usine. Le mercredi la fièvre estudiantine se propagea à l'usine Renault Cléon de Rouen qui fut occupé comme à Nantes. Les jours suivants d'autres usines furent occupées et le lundi d'après, une semaine après la nuit des barricades, le pays était paralysées par la grève générale de neufs à dix millions de travailleurs. Mais cette dynamique de 'contagion' de la colère et de la résistance fut bien plus qu'un phénomène 'spontané'. La nécessité d'une unité concrète, dans la lutte, entre étudiants et travailleurs, se traduit notamment par l'intervention directe de nombreux groupes d'étudiants auprès des grévistes ouvriers. Les étudiants les plus politisés l'expriment clairement comme un souhait de voir les ouvriers prendre «de leurs mains fragiles» le relais de la lutte contre le régime. La marche des étudiants de la Sorbonne sur Billancourt dans la nuit du 17 mai symbolise cette volonté de rapprochement.

C'est en ayant conscience de l'enjeu crucial de cette inter-connection entre mouvement étudiante et mouvement salarié que nous devons construire et approfondir nos liens avec les salariés. Pour propager la 'fièvre' estudiantine contre le CPE il faut multiplier les diff de tracts à la sortie des boites et des entreprises, prendre contact avec les unions locales ou dirigeants syndicaux pour pouvoir faire des interventions dans leurs AG de personnels et en inviter dans les nôtres. Comme cela s'est fait par exemple le lundi 27 mai lorsqu'une déléga-

tion d'une bonne quarantaine d'étudiant-e-s de la Sorbonne et de Javelot (antenne de Jussieu) ont organisé, en lien avec les délégués syndicaux de la boîte, une diff de tract aux portes de l'usine Citroën à Aulnay sous bois. C'est dans cette usine que l'année dernière s'est déroulée une des rares lutte victorieuse de salariés contre l'utilisation abusive de contrats intérim (jusqu'à 50%) chez le personnel ouvrier. Accompagné par des délégués syndicaux CGT et SUD qui avaient sorti une petite sono et leurs plus beaux drapeaux, munis d'une belle banderole et de nos plus beaux slogans, nous avons pu toucher plusieurs centaines de travailleurs qui faisaient le changement d'équipe de la journée et nous

ont accueilli avec le sourire et des murmures d'approbation et d'encouragement. Le lendemain à la manif ils étaient un certain nombre à être en grève (peu nombreux il est vrai, mais dans la moyenne de la boîte), et en cortège à la manif parisienne. Dans d'autres villes et université ce type d'initiatives ont eu lieu depuis deux semaines. Nous devons les démultiplier en les proposant en AG et en y impliquant le plus d'étudiant-e-s possibles. C'est comme cela qu'on gagnera !

Danièle (Sorbonne)



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Les Rencontres Internationales de Jeunes, du 29 juillet au 4 août : Une semaine pour discuter politique et mettre en pratique ses idées

Après plusieurs semaines de grève et de blocage des facs et des lycées, nos discussions portent sur beaucoup plus que le CPE.

Sur les piquets de grève et dans les AG, on discute de plus en plus de la cohérence des attaques gouvernementales, des acquis sociaux, du patronat et de ses profits...

Bref, on discute de la manière dont fonctionne cette société pourrie. Pour comprendre, et pouvoir combattre ce système qui génère les inégalités.

En nous réunissant en AG, coordinations... on essaie aussi de faire la preuve qu'on peut fonctionner autrement, démocratiquement.

Mais en plein milieu d'un blocage, on a rarement le temps d'avoir les discussions jusqu'au bout, et nos AG se font souvent en speed pour ne pas rater une manif, une action...

Pour répondre à ce besoin de discuter, comprendre, et expérimenter, une échéance est organisée chaque année, à la fin du

mois de juillet.

Il s'agit d'un camp de jeunes, organisé par les JCR, la LCR, et les organisations équivalentes dans d'autre pays (regroupées dans la 4^e Internationale).

C'est un camp d'une semaine, qui regroupe des centaines de jeunes de nombreux pays (militants, sympathisants, ou juste curieux), pour discuter de politique, et essayer de mettre en pratique nos idées, dans une ambiance de fête internationale.

Ce camp fonctionne de manière autogérée, par un partage des tâches et une participation de tous et toutes à la bouffe, au nettoyage, au bar...

Même si c'est court, cela veut dire une semaine sans sexisme, sans homophobie, sans racisme, sans exploitation, sans concurrence...

Un système de traduction simultanée permet d'échanger sans barrière de langue, et d'organiser les discussions en forums pléniers et en commissions plus restreintes.

On y discute aussi bien de nos expériences de lutte (le mouvement que nous

sommes en train de mener en France, la grève étudiante en Italie, les luttes pour le droit à l'avortement au Portugal, le mouvement anti-guerre aux USA...), de théorie (les classes sociales, l'Etat, l'impérialisme, l'oppression des femmes...), d'histoire (la révolution russe, la guerre civile espagnole...), d'actualité (le processus révolutionnaire au Venezuela, l'occupation de l'Irak...). Cela permet d'entendre la situation d'autres pays par les premiers concernés : nombreux pays d'Europe, mais aussi Philippines, Palestine, Mali, Côte d'Ivoire, Brésil, Venezuela...

Cette année, le camp aura lieu à Perouse (près de Florence, en Italie), du 29 juillet au 4 Août. Pour y participer, n'hésitez pas à vous renseigner auprès des militants. Il est possible dès maintenant de verser 20 euros d'arrhes pour s'inscrire. Plus les inscriptions se font vite, moins le prix sera élevé.

Haïm (Nanterre)

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEU)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (début août 2006 en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30



**Chirac, Villepin, Sarkozy :
votre période d'essai est
finie...**

**ORGANISONS LA
CONTRE OFFENSIVE!**

Après des semaines d'hésitations, de coups de théâtre médiatiques, de bruits de couloirs... : ça y est, Chirac a promulgué la Loi sur l'égalité des chances, dont la partie sur le CPE.

Et ce ne sont pas ses miettes qui vont nous faire avaler la pilule. Il voudrait qu'on se calme parce que grâce à lui, les patrons devront donner une raison au licenciement (qui ne sera même pas valable en cas de recours du salarié !), et réduire à un an la période d'essai (toujours renouvelable dans la même entreprise après trois mois...). Sans parler du CNE et du reste de la loi qui demeurent les mêmes.

Il promulgue la loi telle quelle, mais nous assure qu'elle sera modifiée... Il n'est pas à une contradiction près. Son camp non plus, entre les « villepinistes » et les « sarkozystes ». Il ne faut pas

se laisser tromper par les querelles internes et les luttes d'influence : la droite et le gouvernement sont divisés sur la tactique à adopter contre la mobilisation. Mais ils sont bien unis sur l'essentiel.

Car ce qui est en jeu dans cette bataille, c'est beaucoup plus que la popularité de tel ou tel dirigeant... Ce qui est en jeu, c'est bien la possibilité pour les classes dirigeantes de liquider tous les acquis sociaux, en commençant par le verrou que représentent les contrats de travail. Chirac, Villepin, Sarkozy, Parisot... sont tous d'accord là dessus. Ils veulent rattraper le retard qu'ils ont pris sur d'autres pays, où la flexibilité est déjà devenue la norme.

C'est pour ça qu'ils sont prêts à tenir bon face au plus gros mouvement de la jeunesse depuis Mai 68. Ils essaient de fermer nos facs et nos lycées occupés, nous envoient les CRS... Ils jouent le

pourrissement. Ils font le pari que la mobilisation restera dans la jeunesse., et qu'ils pourront résister à 65 facs et plus de 1000 lycées en grève, à des manifestations de millions de personnes.

A nous de leur prouver le contraire, en tenant l'affrontement. C'est-à-dire tenir les blocages sur nos facs et nos lycées, même si c'est plus difficile au bout de 2 mois. Structurer encore plus le mouvement, notamment sur les lycées, pour lui donner plus de solidité et de force de frappe. Harceler le pouvoir et les institutions, avec les actions de blocage qui ont déjà fait leurs preuves.

Mais encore plus que tout ça, ce qui nous permettra véritablement de gagner, c'est si la force sociale principale du pays nous rejoint : les salariés. Avec ses 3 millions de manifestants, la journée de grève générale du mardi 28 a déjà été

un pas en avant dans ce sens. Mais cela ne suffit pas. Et une nouvelle journée de grève le 4 avril ne suffira pas non plus, même s'il faut évidemment la réussir.

Face à ce gouvernement de combat au service direct des patrons, seule une grève générale reconductible nous permettra de gagner. C'est seulement si nous entraînés des secteurs significatifs du monde du travail (cheminots, postiers, gaziers, profs...) que nous pourrons gagner non seulement le retrait du CNE, du CPE et de toute la loi sur l'égalité des chances, mais aussi regagner tout ce qu'ils nous ont pris ces dernières années (retraite, sécu, services publics, droits démocratiques...). Gagner des augmentations de salaires, contre la précarité quotidienne du SMIC à 1000 euros. Et gagner aussi le départ de ce gouvernement qui veut notre peau.

Pour un mouvement d'ensemble contre la précarité

Appel de la coordination nationale de Lille, les 1-2 avril 2006

Nous, étudiants et lycéens délégués de 114 établissements d'enseignement supérieur et de nombreux lycées mobilisés, réunis en Coordination Nationale, à Lille, les 1er et 2 avril 2006, réaffirmons notre détermination à construire un mouvement d'ensemble contre la précarité et continuer la grève et le blocage jusqu'au retrait de la Loi sur l'Égalité des Chances (LEC), dont le CPE est un amendement et du CNE.

CPE, CNE, contrats seniors, leur volonté c'est d'étendre encore et de légaliser la précarité pour tous en mettant en place le contrat de travail unique. Chirac prétend avoir écouté nos attentes. C'est un mensonge. Le maintien de la période d'essai d'un an resterait inacceptable car c'est un pas de plus dans ce sens. Quant au licenciement, il ne serait pas plus justifié que pour un CNE : nous aurons seulement le droit d'entendre la « raison », valable ou pas, de rupture du contrat. Merci patron !

Aménagée ou pas, la logique de la LEC subsiste : travaille pour pas cher et tais-toi ! Ni aménagements, ni négociations ! Retrait de la LEC, retrait du CNE !

Que Chirac ait promulgué cette loi n'a pas entamé notre détermination, bien au contraire. Les propositions de modifications de Chirac ne prouvent qu'une chose : c'est qu'il craint que notre mouvement ne s'étende encore. Nous allons lui répondre par un mouvement toujours plus fort, toujours plus étendu !

Cette nouvelle provocation, comme toutes les autres, ne fera que convaincre encore plus de salariés, de précaires, de chômeurs, de lycéens et d'étudiants de nous rejoindre dans la lutte. De Robien le sait bien, lui qui a donné l'ordre à la police de débloquent les lycées : il a soudé les profs et les élèves qui ont maintenu leurs piquets de grève, et notre réponse a été de bloquer encore plus de lycées, et même le pays tout entier. Les lycées ont déjà rejoint les universités. Dans bien des facs et des lycées, profs et IATOSS participent activement à la grève.

Les journées du 7 mars, du 18 mars, le succès historique du 28 mars, montrent que des millions de salariés sont disponibles pour lutter, reprennent confiance dans leurs forces, dans leurs possibilités de gagner.

L'autisme du gouvernement et de Chirac sur nos revendications, l'ampleur de la répression qu'il déploie contre le mouvement, et leur volonté de lier leur sort, à plusieurs reprises, au CPE (utilisation de l'article 49.3, promulgation de la loi...) les obligeront à partir en même temps qu'ils retireront leurs attaques.

Les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril. Nous sommes conscients des difficultés pour la construire. Le mouvement étudiant n'est pas parti d'un seul coup : ce sont d'abord les étudiants de Rennes qui ont fait le pari

que leur grève ferait tâche d'huile et qui ont bloqué leur université, seuls pendant une semaine. Il en ira de même chez les salariés.

Nous allons donc contribuer, avec les secteurs les plus mobilisés du monde du travail, à faire que la date du 4 avril, proposée par la coordination nationale à Aix, retenue par les syndicats comme nouvelle journée de grèves et de manifestations, marque le début d'un mouvement de grèves reconductibles.

Nous nous engageons à soutenir le mouvement des salariés. Nous sommes disponibles pour toute action commune qui aide à construire la grève. Nous souhaitons que partout se tiennent des Assemblées Générales (AG), qui permettent de décider démocratiquement des moyens d'action et des revendications. Parce que la précarité ce n'est pas seulement le CPE ou le CNE, nous nous engageons à soutenir toutes les revendications qui seront définies par les salariés en lutte, comme l'augmentation des salaires et la requalification en CDI de tous les emplois précaires par exemple.

Nous soutenons les appels des syndicats locaux à la grève reconductible dès le 4 avril et demandons à toutes les organisations de poser des préavis illimités, aussi bien au niveau local que national, et à s'engager réellement dans la construction de la grève générale jusqu'au retrait de la loi dite sur l'Égalité des Chances, le CPE et le CNE. Nous appelons à ce que la manifestation de Paris aille vers l'Assemblée nationale. Nous appelons les étudiants et lycéens à rencontrer les équipes

syndicales de la ville ou du département pour proposer des actions communes, des AG communes et envisager toutes les possibilités de reconduction après le 4 avril.

Dès le mercredi 5 avril, nous appelons les étudiants et les lycéens à des journées d'actions dirigées vers les entreprises, en lien avec les salariés et leurs syndicats locaux : diffusions, blocages, occupations des usines et des bureaux. L'objectif est de soutenir les grévistes et de susciter des AG pour étendre le mouvement.

Jeudi 6 avril, nous appelons à manifester et à bloquer des principaux axes routiers ferroviaires.

Vendredi 7 avril, nous appelons à une journée nationale de mobilisation contre la répression, avec en particulier des rassemblements devant les tribunaux.

Pendant les vacances de Pâques, comme pendant les vacances de février, nous maintiendrons la grève et le blocage actif des universités et lycées. Samedi 8 avril, nous appelons les organisations syndicales à organiser des manifestations de salariés, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants.

Le mardi 11 avril, nous proposons à tous les grévistes salariés, lycéens et étudiants ainsi qu'à toute la population de manifester simultanément dans toutes les villes de France.

Tous ensemble, par la grève générale reconductible, nous allons gagner !

Metz : les étudiants aux portes des boîtes

Avant la journée du 28 mars, les étudiants messinois se sont adressés aux salariés. Après un vif débat sur la méthode et les objectifs, décision était prise de constituer des équipes afin de diffuser un tract spécifique aux portes de quelques usines de l'agglomération et dans le centre ville afin de toucher les salariés du commerce et des boîtes à jeunes précaires. A 4h le réveil est difficile mais enthousiaste pour tracter devant les boîtes et discuter de la manif, de la nécessité de la grève générale et l'AG interpro qui suivait. Les étudiants ont fait un premier pas en direction du monde du travail et des AG interpro se sont déjà tenues. L'AG interprofessionnelle qui doit suivre la manifestation du 4 avril devra regrouper un nombre plus significatif de salariés et permettre de mettre en place des liens solides avec les étudiants et les lycéens en lutte pour construire un mouvement d'ensemble pour gagner !

Toulouse

La manif' du mardi 28 mars a réuni 60.000 personnes (le double du 18). Mercredi, la cité administrative a été occupée par 300 personnes (autant de flics dehors), et jeudi on a diffusé des tracts à l'entrée de Airbus (plus de 4km de bouchons !). Cette semaine, en plus de l'occupation des facs et de la manif du 4, on organise des actions de blocage tous les jours, en lien entre facs (étudiants et personnels), lycées et l'intersyndicale salariés : Airbus (avec 6 millions d'euros par jour de chiffre d'affaire), centres de tris, un gros centre d'appel et un supermarché pour finir. Avec appel à la grève bien sûr...

Reims en action

Manif spontanée de 100 à 200 étudiants à Reims. Le rendez-vous donné était à 21h30 devant la sous-préfecture. Départ en cortège jusqu'à la permanence de Dutreil qui envisage d'être candidat à la mairie de Reims. La permanence a été recouverte de peintures, jets d'œufs, pourelles, barrières... Malgré le nettoyage le lendemain, il restait encore des traces... Puis manif dans le centre ville. Arrêt de nouveau devant le siège du MEDEF, qui a lui aussi été repeint et bloqué à l'aide de toutes les pourelles des rues alentours. Puis sit-in et blocages des avenues. Les « forces de l'ordre », absentes au début de l'action, sont devenues vite très présentes mais sans incidents majeurs.

Clermont : étudiants, lycéens et salariés unis

50000 personnes ont manifesté dans les rues de Clermont le 28 mars, les 3 facs de la ville sont en grève et 25 lycées sont bloqués. L'une des universités, occupée, sert de QG au mouvement : lycéens, CFA mobilisés et étudiants y tiennent leurs assemblées générales (parfois communes) et leur coordination régionale. Ce qui caractérise le mouvement étudiant dans la région, c'est la forte unité qu'il entretient avec les organisations syndicales. Aussi, se mettent en place progressivement des actions étudiantes en direction des salariés en lien avec les syndicats.

A l'initiative de la CGT s'est tenue, vendredi dernier, une réunion rassemblant l'ensemble des forces syndicales (excepté FO qui a décliné l'invitation), des organisations de jeunesse et des forces politiques de gauche (seuls le PT et LO étaient absents) afin de discuter des perspectives après le 4 avril. L'intersyndicale a appelé à la grève reconductible à l'échelle départementale.

LA DOUBLE ACTION DU GOUVERNEMENT DANS LES BANLIEUES



Rien à négocier !

Il aura suffi que Villepin se fende d'une lettre pour qu'aussitôt des confédérations syndicales se précipitent à Matignon. Villepin fait semblant de vouloir discuter alors qu'il a clairement indiqué qu'il n'accepterait pas le retrait ou même la suspension du CPE.

Ce gouvernement a été délégitimé par la rue en 2003, par les urnes en 2004 et par la victoire du « NON » à la constitution en 2005. Aujourd'hui la question n'est pas de négocier un aménagement du CPE, c'est d'en obtenir le retrait pur et simple et au-delà remettre en question toute la logique de la précarisation des salariés et des jeunes en particuliers tout ceci afin de nous rendre plus docile à l'exploitation

capitaliste. Toute la logique de la politique de ce gouvernement se trouve dans ce but. Il est entièrement voué aux intérêts du patronat.

Dans l'opinion s'impose la légitimité de défendre le CDI, de contester tous les contrats précaires, pour faire du contrat de travail un outil de défense collectif des droits des salariés. Il y a bien deux logiques qui s'affrontent : celle du patronat et celle des travailleurs. L'une et l'autre sont incompatibles. Continuons la mobilisation pour le retrait du CPE et du CNE. Dans cette lutte il n'y a rien à négocier !

R. Molinier (Avignon)

Immigrés jetables : non aux nouvelles lois racistes !

Sarkozy a beau jeu de faire semblant de se démarquer de la politique du gouvernement. En attendant, son projet de loi sur l'immigra-

tion ressemble bien au projet de l'UMP : précariser, exploiter, exclure les personnes les plus faibles. Et en cela, il semble même tout droit sorti du programme du FN et de Villiers... « Choisir » plutôt que « subir » l'immigration, tel est son mot d'ordre.

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) restreint le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants d'immigrés. Elle supprime pratiquement la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers.

La loi Sarkozy veut créer une immigration utile. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron... Ce qui veut dire des salariés corvéables à merci, car totalement dépendants. Des ressemblances avec une autre loi que nous connaissons bien ! Le projet sélectionnera également beaucoup

des étudiants étrangers. Il suffit de regarder, chaque année, combien d'étudiants sont refusés dans les universités et combien parmi eux viennent de pays du Sud, d'anciennes colonies, pour comprendre quels drames vont être créés par la nouvelle loi...

Mais non content d'expulser à tour de bras et de faire des immigrés un outil (main d'œuvre temporaire, matière grise à exploiter), le gouvernement prévoit aussi de transformer les travailleurs sociaux en annexes de la police : ils devront dénoncer les cas d'irrégularité et dire si tel ou tel étranger demandant une régularisation « mérite » bien de séjourner en France, s'il est « bien intégré »...

La logique des Chirac, Villepin, Sarkozy et Parisot est que les profits d'une minorité valent plus que les vies d'une majorité... À nous de les arrêter en faisant converger la lutte des immigrés avec celle des jeunes et

des salariés : leur combat contre la précarité est le nôtre !

JB (Nanterre)

IMMIGRATION "CHOISIE" ?

Projet de loi sur l'immigration = Travailleur jetable = Précarité pour TOUS !

www.contreimmigrationjetable.org

L'ESCLAVAGE : INTERDIT ?

Projet de loi sur l'immigration = Sans-papiers à perpétuité

www.contreimmigrationjetable.org

Pour gagner... Une seule solution : la grève générale !

La vague de mécontentement qui, mardi dernier, a vu déferlé sur le pays, près de 3 millions de manifestants, montre que la convergence entre les étudiants, les lycéens et les salariés, les précaires et les chômeurs est possible. C'est ce qui effraie le patronat et le gouvernement. Ils craignent que les jeunes et les salariés ne réussissent à inverser le rapport de force. Et c'est bien l'enjeu du mouvement : mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale. La petite manœuvre de Chirac pour éviter la déroute de la droite pourrait bien préparer sa débâcle...

Assez d'attentisme et de tergiversation !

La pression du mouvement de la jeunesse a contraint les centrales syndicales à tenir bon face à l'invitation grossière de Villepin, reprise par Chirac et le groupe parlementaire UMP, de venir « améliorer » le CPE. Même Chérèque, qui a approuvé la réforme des retraites en 2003, de la sécu en 2004, de l'Unedic en 2005, a refusé. Tout en freinant en choisissant de ne pas appeler à la grève les 16 et 18 mars, les centrales syndicales n'ont eu d'autre choix que de suivre la jeunesse en préparant les journées « d'arrêts de travail de grève et de manifestation » du 28 mars et du 4 avril. Mais la suite s'écrit dès maintenant, en donnant une suite au 4 avril. C'est un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs qui est nécessaire pour gagner. Les jours qui viennent sont décisifs, nos organisations syndicales doivent prendre leurs responsabilités : ce n'est pas

d'une nouvelle journée de mobilisation dans 10 jours dont nous avons besoin, c'est d'un appel clair à la reconduction dès le 5 avril.

réunissent dès le 4 avril au soir pour mettre en œuvre la perspective de la grève reconductible dès le 5 avril pour gagner ». Elles ont raison. Oui, il nous faut préparer le blocage des facs, des lycées et des entreprises, grandes et petites, privées et

de 15 ans et prévoit un « contrat de responsabilité parentale » pouvant conduire à la suppression des allocations familiales. Nous avons besoin d'un mouvement qui aillent jusqu'au bout !

Toujours plus de politiques libérales, toujours plus pour les patrons et les actionnaires, toujours plus de répression contre ceux et celles qui protestent et résistent : il faut en finir avec tout cela ! Sans attendre 2007... C'est maintenant qu'il faut imposer le retrait du CPE, l'abolition du CNE et l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances. Villepin a lié son sort à celui de son maudit CPE. Chirac lui a apporté son soutien et Sarkozy sa « solidarité ». Battu dans les urnes, condamné par la rue, ce gouvernement n'a plus aucune légitimité. Il doit partir. Maintenant ! Ou'ils s'en aillent ! Tous !



Le 4 dans la rue, et après on continue !

Le mouvement ne cesse de se renforcer, il est riche de possibilités. En exigeant le retrait du CPE, du CNE et l'abrogation de la loi sur l'égalité des chances, il conteste la légitimité du Parlement. Il a raison et se renforcera en approfondissant la crise politique qu'il a ouverte. Cela veut dire unifier et généraliser le mécontentement des jeunes, des salariés pour construire une grève générale.

Dans plusieurs départements, les organisations syndicales et étudiantes appellent à la reconduction de la grève. En Gironde par exemple elles en appellent « aux 12 organisations nationales afin qu'elles se

publiques, l'entrée massive des salariés aux côtés de la jeunesse dans la grève interprofessionnelle reconductible. Le succès des manifestations et de la grève du 28 mars a mis cette dernière à l'ordre du jour. Elle viendra des initiatives, de l'audace des travailleurs eux-mêmes, comme la jeunesse a su, par son audace, engager le bras de fer.

Jusqu'à la victoire.... Quelle victoire ?

Bien sûr, le retrait du CPE sera déjà une première victoire... Mais comment s'en contenter quand le gouvernement impose une loi réactionnaire qui instaure l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit dès l'âge

Concrètement...

L'organisation d'assemblées générales dans les entreprises, d'AG interpro ; le développement des liens entre les lycéens, les étudiants et les salariés pour mobiliser en commun notre camp social dans l'objectif de la grève générale qui paralysera le pays et l'économie est une des priorités des jours qui viennent ! Pour ça nous devons toutes et tous devenir des militants du mouvement et de la grève générale : dans les AG, pendant les diffusion de tracts et autour de nous nous devons convaincre que nous gagnerons si nous nous battons ! En avant !

Gaël [Metz]

Le Havre en grève !

1 700 étudiants (sur 6000) aux dernières AG, dont 1650 pour la grève et 1300 pour le blocage complet. AG hebdomadaire (lundi) avec vote du blocage

L'université entrera lundi dans sa 5ème semaine consécutive de blocage complet (à part exams de promos qui partent en stage). Les personnels commencent à nous accompagner sur le blocage (depuis le référendum...). La partie ouverte et occupée réunie les AG étudiantes, lycéens, salariés.

La semaine prochaine si la grève est reconduite :

Charivari nocturne lundi soir
Rdv tous les jours à 10 h pour des actions

Diffusion de tracts chaque semaine sur les marchés et les entreprises (Renault - Dresser - Route de la chimie - Total - Ato...)

Appel étudiant à AG de secteur mardi après midi et AG interpro de ville mercredi soir

Evenement référendum

Inscrit : 6 445

Votants : 2140

Etes vous contre le CPE

blancs : 67

oui : 1 757 (84,75%)

non : 316 (15,25%)

Etes vous pour continuer le blocage de l'université :

blancs : 42

oui : 1 182 (56,33%)

non : 916 (43,66%)

On a gagné.

Pour mémoire le comité tenait la position suivante

- Les ag sont légitimes parce que tout le monde peut exprimer son point de vue,

confronter les informations et exprimer son vote en toute liberté.

-Le référendum est illégitime parce qu'il mise sur la peur des gens mal informés qui croient les rumeurs d'années blanches, d'exams pendant les vacances...

- Nous appelons cependant à voter à ce référendum pour ne pas donner d'argument à la droite. Nous gagnerons le référendum et continuerons le mouvement en assemblées générales.

Quelques analyse supplémentaires :

- le score pour le blocage est plus faible que dans les AG

- Nos AG les plus fortes rassemblent à peu près 2000 personnes, mais ce ne sont pas les mêmes qui ont voté au référendum. Nous avons sans doute perdu une partie des votants des AG du lundi qui rentrent chez eux à la campagne pendant la semaine. Nous avons récupéré une partie de la masse silencieuse.

- La droite s'était organisée (covoiturage - utilisation des listes de numéros de téléphones de certains départements) en plus de la propagande télévisée.

- Parmi les anti blocages qui militaient à l'entrée des bureaux de votes, aucun militant connu de l'uni ou des fachos (même si ils traînaient autour). Le tract n'était pas signé. Il disait que c'était peut-être bien de bloquer au début pour permettre la discussion mais que maintenant il fallait reprendre les cours et trouver d'autres moyens d'action. La plupart s'affirmaient anti-cpe.

Dans les lycées :

Vendredi 7 lycées bloqué, c'est le maxi atteint

Vincent (LeHavre)

Bahuts mobilisés à Orléans

La fac est bloquée depuis 4 semaines. La mobilisation s'étend surtout dans les lycées qui tentent de mettre en place une coordination lycéenne ; 13 d'entre eux étaient bloqués jeudi 23 mars et, cas exceptionnel, 2 lycées privés l'étaient mardi et jeudi dernier. Cependant cette mobilisation croissante se heurte à l'hostilité de quelques parents d'élèves qui viennent manifester leur mécontentement aux portes des bahuts.

Lycée de Sèvres, blocage après blocage...

A Sèvres, la mobilisation contre le CPE a réellement commencé le jeudi 23 mars avec le premier blocage du bahut. Depuis, on essaie de maintenir la pression...

Mercredi 22, on fait tourner l'info pour le blocage du lendemain et on arrive à mobiliser une trentaine de personnes ; jeudi 23, le lycée est bloqué. Cette première journée d'action se révèle être un succès : la proviseur annonce la fermeture du lycée pour la journée et le cortège de Sèvres pour la manif du jour compte une centaine d'élèves.

Le mardi suivant, 28 mars jour de la plus grosse mobilisation anti-CPE, c'est reparti ! Cette fois-ci, c'est une cinquantaine de personnes qui a répondu au rancart fixé à 6h30. Mais faute de moyens mis en œuvre les gens rentrent chez eux assez tôt dans la matinée, et vers 10h il ne reste plus que les bloqueurs. Une nouvelle fois pourtant, le lycée est déclaré fermé. L'après-midi, le cortège est également moins important...

Ensuite, les choses se compliquent : bien que le mot d'ordre indique clairement de ne pas bloquer, une minorité de lycéens se retrouvent jeudi 30... et tentent de bloquer. Mais à cause d'un manque d'organisation, c'est un échec pour tous : les flics se ramènent et jouent de la gazeuse... Finalement, les cours de l'après-midi se dérouleront normalement. Enfin vendredi 31, lendemain de la validation du CPE par le conseil constitutionnel, blocage ou pas blocage telle est la question. Une « solution » est trouvée dans le blocage passif : on se pose devant le bahut, on accroche les banderoles, mais chacun est libre d'aller en cours ou pas. Malheureusement, suite à une AG et une tentative de vote foireuses, les choses dégénèrent quelque peu et se terminent finalement par une décision de la proviseur de fermer une nouvelle fois le bahut, pour le jour même et le lendemain.

L'action sévrienne a encore besoin de progresser en terme d'organisation, mais d'ores et déjà une chose est sûre, elle va continuer !

Prochaine journée d'action le mardi 4 avril pour la grève interpro et pour la chute du gouvernement



Le 4 avril, journée de mobilisation européenne !

Le 24 au 26 mars s'est tenu le Forum Social Etudiant au pays Basque. Ce Forum regroupait une centaine d'étudiants venus de toute l'Europe. Nous voulions dresser un bilan de l'application du processus de Bologne partout en Europe (c'est la réforme LMD en France). Ce forum a été l'occasion pour nous d'échanger avec des jeunes de toute l'Europe et de définir des perspectives communes.

De retour du Forum Social Etudiant.

Avec l'application du processus de Bologne, il devient de plus en plus difficile d'étudier partout en Europe et il est de plus en plus compliqué de se mobiliser contre une réforme lorsqu'on est étudiant. L'expérience des blocages en France a été un secours précieux pour les militants présents à ce forum, comme moyen pour massifier le mouvement.

Tous les étudiants européens ont les yeux tournés vers « le printemps français », la mobilisation contre la loi sur l'égalité des chances, le CPE-CNE. Nous avons

partagé nos expériences de blocage, de manifestation, de liens avec les salariés... Il se dégage de ce forum que le 4 avril sera une journée de mobilisation européenne en solidarité avec les étudiants, lycéens et salariés français. Il y aura des manifestations et des rassemblements partout en Europe, notamment en Italie et dans l'Etat Espagnol.

Des perspectives d'action à l'échelle européenne.

Les autres dates communes sont celles du Forum Social Européen, à Athènes du 4 au 7 mai 2006, pour continuer à échanger tous ensemble ; une manifestation européenne le 11 mai contre le processus de Bologne et le LMD et le prochain forum social étudiant en septembre, sans doute en Italie.

Ces Forums Sociaux sont l'occasion de nous rencontrer, d'échanger nos idées et nos pratiques et de reconstruire la conscience d'être une force internationale de propositions et d'actions, en solidarité avec les travailleurs.

Bernardo, [Jussieu].